



Alliance pour Refonder la Gouvernance en Afrique-Burkina Faso (ARGA/Burkina)

www.afrique-gouvernance.net

RAPPORT DE LA CONFERENCE REGIONALE DE BOBO -DIOULASSO

**THEME :« PROPOSITIONS DE REFORMES POLITIQUES ET INSTITUTIONNELLES POUR LA
REFONDATION DE L'ETAT ET LA GOUVERNANCE AU BURKINA »**

Rapporteur : SANOU A. Brice

I. Introduction

L'organisation de la conférence publique à Bobo-Dioulasso s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action annuel de ARGA/Burkina. Elle a d'abord consisté entre autres à l'élaboration des TDR qui expliquaient ou justifiaient le bien-fondé d'une telle activité dont le thème est : « propositions de refondation de l'État et de la gouvernance au Burkina Faso. ». Ensuite, après l'approbation des TDR par les membres de ARGA/Burkina, il a fallu élaborer une liste des participants répondant au profil exigé dans les TDR, auxquels des lettres d'invitation ont été adressées avec bien entendu celles de parrainage et de patronage de l'activité respectivement au Maire de la Commune de Bobo-Dioulasso et au Ministre de la communication et des relations avec le parlement, porte-parole du gouvernement. De même, une mission préparatoire a été effectuée par SANOU A Brice à Bobo-Dioulasso pour préparer la conférence en rencontrant les acteurs notamment les autorités locales.

La conférence qui s'est tenue le samedi 17 septembre dans la salle de Conférence de Ranhôtel de Bobo-Dioulasso sous la présidence effective du Ministre de la Communication et des relations avec le parlement, Porte-parole du Gouvernement qui a fait le déplacement de Bobo. Elle a été essentiellement ponctuée par le mot de bienvenue du Maire de Bobo-Dioulasso, du discours d'ouverture du Ministre de la communication et des relations avec le parlement, porte-parole du gouvernement, de la communication de ARGA/Burkina et enfin les débats.

II. La TENUE DE LA CONFERENCE

C'est une salle archicomble qui a vu débiter la conférence à 08h45mns par le mot introductif du médiateur ARGA/BF. Ensuite s'en sont suivis les différents discours et communication avec pour modérateur, Doti Bruno SANOU, Historien Chercheur et Directeur du CAD, membre de ARGA/Burkina.

II.1. DISCOURS DU MAIRE DE BOBO-DIOULASSO, PARRAIN DE LA CONFERENCE

Le Parrain de la conférence a tout d'abord salué l'initiative de ARGA/Burkina. Ensuite il s'est félicité de la tenue de l'activité dans la commune dont il a la lourde responsabilité de présider à la destinée des cinq (05) prochaines années. Enfin, il a encouragé les participants et les a invités à une participation active et exprimé surtout son intérêt particulier pour les résultats des travaux en terme de contribution à une meilleure gouvernance de sa cité.

II.2. DISCOURS DU PATRON DE LA CONFERENCE, MONSIEUR LE MINISTRE DE LA COMMUNICATION, DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT, PORTE PAROLE DU GOUVERNEMENT

Le ministre Remis Fulgance Dadjinou a d'abord d'entrée de jeu salué la bravoure de la jeunesse burkinabé à l'occasion de cette conférence qui se tient exactement à la date d'anniversaire du putsch manqué de l'ex régiment de sécurité présidentielle (RSP) et a ensuite demandé une minute de silence à la mémoire des fils et filles de la patrie tombés sous les balles assassines de cette tristement célèbre unité de la garde prétorienne du Président déchu, Blaise Compaoré.

En outre, il a tenu à saluer l'honneur qui lui a été fait de patronner cette activité ainsi que l'initiative d'ARGA/Burkina dans son engagement à accompagner les acteurs locaux dans leurs efforts quotidiens de rendre l'action publique conforme aux aspirations des populations à la base.

Le ministre est revenu sur les réformes qui ont été opérées sous la transition et celles projetées à travers l'élaboration de la constitution de la 5^e République en soulignant la nécessité de leur mise en œuvre afin de réconcilier l'Etat et la société et pour l'avènement d'une démocratie véritable dans notre pays. Il a profité de cette occasion décliner les grandes lignes du projet de constitution qui doit avoir « comme particularités majeures :

- o la réduction des pouvoirs du Président du Faso ;
- o le verrouillage de la limitation du nombre de mandats présidentiels à deux quinquennats ;
- o la création d'un organe fondé sur les principes du dialogue, de la paix et de la stabilité ;
- o la suppression du sénat et le retour au monocaméralisme ;
- o la valorisation de la fonction législative du parlement et le renforcement de son rôle de contrôle de l'action gouvernementale ;
- o la revue de toutes les institutions du Faso.

Il a également mis l'accent sur l'intérêt à poursuivre les débats sur ces différentes réformes car l'adoption d'une nouvelle constitution n'épuise pas tous les débats sur les réformes à élaborer en vue de parachever le processus de refondation de l'Etat. Ce travail est une œuvre de longue haleine et s'enrichit au gré des évolutions de notre société et du monde dans lequel nous sommes. Il implique surtout un débat national touchant tous les secteurs de la vie publique et toutes les échelles territoriales (locale, régionale et nationale).

C'est pourquoi, a-t-il affirmé, son accord sans réserve à patronner l'activité qui est une suite logique de la volonté de ARGA/Burkina d'apporter sa contribution au processus de reconstruction du pacte républicain et du raffermissement de la citoyenneté à travers les propositions du Forum multi-acteurs sur les réformes politiques et institutionnelles organisé en mars 2015.

Enfin, le ministre relève que ces conférences de restitutions des propositions du FMA interviennent dans un contexte particulier où les collectivités territoriales viennent de se doter de nouveaux exécutifs élus au terme des municipales de mai dernier. Elles vont donc contribuer certainement à aider les citoyens et tous les acteurs locaux à identifier des éléments de réflexion et d'action à même de les préparer à de nouvelles dynamiques locales.

Avant de clore son propos, il a marqué son intérêt particulier aux résultats des travaux et a du même coup exhorté les participants à des débats constructifs afin d'enrichir les propositions de ARGA/Burkina et d'identifier des pistes d'actions et de mise en œuvre de certaines propositions notamment en rapport avec la gouvernance locale.

III.3. COMMUNICATION DE ARGA/Burkina

La communication a porté essentiellement sur une brève présentation d'ARGA/Burkina et le processus qui a abouti à l'élaboration du cahier de propositions (collecte de données et la tenue du FMA). Ensuite, il a abordé les grands axes de propositions de réformes, les propositions déjà prises en compte et les suites à donner.

III.3.1. Les principaux axes de propositions

Outre ces axes, il faut noter que ARGA/Burkina a d'abord fait de la construction d'un pacte national comme un préalable sur ces réformes. Il s'agit de s'accorder et signer un pacte national pour la mise en œuvre des propositions de réformes de la CRNR au-delà de la Transition ; inciter les partis politiques à inscrire dans leurs projets de société et/ou engagements électoraux la mise en œuvre des propositions de réformes de la Commission ; enfin, conduire des activités de plaidoyer et d'interpellation des nouvelles autorités pour la mise en œuvre des réformes issues des travaux de la commission, au-delà de la nouvelle constitution.

AXE1 : La reconstruction de l'Etat de droit et du pacte républicain :

Sur cet axe six chapeaux de propositions ont été élaborés. Il s'agit de :

- Refonder l'Etat afin d'assurer l'équilibre des pouvoirs, de rationaliser, de crédibiliser et de légitimer les institutions;
- Renforcer l'efficacité de la justice et son indépendance en vue d'assurer son accès effectif aux justiciables;
- Refonder le système électoral pour garantir les conditions des compétitions transparentes et équitables et de forte participation citoyenne;
- Refonder les forces de défense et de sécurité;
- Réformer le système partisan pour assainir le paysage et l'animation de la scène politique;
- Créer et animer des cadres permanents de dialogue et d'interpellation entre les gouvernants et les citoyens (à travers les OSC) pour refonder la démocratie;
- Créer et institutionnaliser un Haut Conseil consultatif national.

AXE2 : La refondation de l'économie

Il est question essentiellement de :

- Construire une gouvernance des ressources naturelles au service du développement économique et social
- Construire un système financier efficace au service de l'essor économique et du progrès social
- Renforcer l'arsenal législatif et réglementaire de prévention et de répression de la corruption
- Elaborer et mettre en œuvre une politique d'industrialisation permettant la transformation des matières premières au niveau national

AXE3 : Renforcement de la gouvernance locale

Les propositions faites ici sont :

- Bâtir les collectivités territoriales sur des projets locaux de société
- Refonder les systèmes nationaux de production, de délivrance et d'accès aux services sociaux de base en donnant aux collectivités territoriales un rôle prépondérant
- Renforcer les capacités des collectivités territoriales en matière de production et de fourniture de services sociaux de base
- Articuler les échelles de gouvernance (communale, régionale et nationale) et rendre effective et accompagner l'intercommunalité

III.3.2. Quelques propositions déjà prises en compte

Ce sont celles qui ont déjà été mises en œuvre ou ont déjà connu un début de mise en œuvre. Il s'agit de:

- L'institutionnalisation du haut-conseil en charge de la réconciliation et de l'unité nationale (HCRUN) ;
- Le renforcement de l'indépendance de la magistrature avec l'adoption des lois organiques N°49 et N°50 portant statut du corps de la magistrature et organisation et fonctionnement du CSM qui ont sorti l'exécutif du CSM ;
- La relecture de la loi portant statut des personnels des forces armées nationales interdisant l'implication des militaires dans la politique partisane ;
- La relecture du code minier prenant en compte l'augmentation de la contribution des sociétés minières au financement du développement local (pas encore suffisant au regard des enjeux) ;
- L'adoption de la loi anti-corruption et la constitutionnalisation de l'ASCE, devenue ASCE-LC et le renforcement de ses pouvoirs et attributions en matière de lutte contre la corruption.

III.3.3. Les suites à donner

Il s'agit ici de la stratégie de leur mise en œuvre :

- Diffuser les propositions et mobiliser des acteurs sur la nécessité de mettre en œuvre des réformes et recommandations de la CRNR ;
- Conduire le plaidoyer auprès des nouvelles autorités autour de l'impérieuse nécessité de poursuivre les réformes ;
- identifier des porteurs ou acteurs de changements et les inviter à construire un large front national pour les réformes politiques et institutionnel au niveau national et local ;
- Identifier des partenaires pour l'expérimentation de certaines propositions ;

En conclusion ARGA/Burkina a entrepris de poursuivre de l'initiative à travers la diffusion des propositions, le plaidoyer. Le contexte actuel très favorable d'autant plus qu'avec la relecture de la constitution pour passer à la 5^{ème} république et bien d'autres réformes sectorielles, l'on s'achemine vers un large débat national sur la relance du processus démocratique et sur la gouvernance quotidienne de la société Burkinabè.

Par ailleurs, en matière de gouvernance locale, la relecture en cours des textes de la décentralisation et la mise en place des nouveaux exécutifs locaux offre de nouvelles opportunités de repenser la gestion publique locale pour replacer les collectivités territoriales dans une dynamique de reconstruction et de renforcement du vivre ensemble.

Enfin, ARGA/Burkina maintient son ambition de poursuivre les FMA et mettre en place les assemblées citoyennes dans les communes. La Commune de Bobo-Bobo pourrait accueillir les AC. Les échanges se poursuivront avec les autorités communales à cet effet.

II.4. COMMENTAIRES-QUESTIONS-REponses

Les participants ont marqué un intérêt capital aux propositions de ARGA/Burkina. Le modérateur, Dr Doti Bruno SANOU, Historien-Chercheur, Directeur du CAD et membre de ARGA/Burkina, était obligé de limiter le nombre d'interventions. Celles-ci étaient essentiellement des commentaires, des questions et des propositions.

Les commentaires portaient essentiellement sur l'appréciation de l'initiative de ARGA/Burkina, l'appel à maintenir la veille citoyenne d'une part et au rapprochement des populations pour une meilleure diffusion des propositions, d'autre part.

II.4.3. Propositions

Des échanges, débats et questions, quelques propositions se sont dégagées et devraient permettre d'alimenter le cahier de propositions ou d'autres séances du FMA. Il s'agit entre autres de :

- ✓ Faire des participants des conférences régionales des acteurs relais à l'échelle de la région pour des réflexions sur la refondation de la gouvernance ;
- ✓ L'implication des régions dans les rencontres nationales de ARGA/Burkina ;
- ✓ combattre l'ethnisme et le régionalisme ;
- ✓ promouvoir l'économie réelle ou locale ;
- ✓ Repenser la société par nos coutumes qui comportent beaucoup de sagesse auxquels les hommes politiques modernes doivent se référer ;
- ✓ Mettre l'accent sur le concept « complémentarité entre homme et femme » et non « égalité entre homme et femme »
- ✓ La priorité du dialogue dans la prise de décisions sur l'installation de certaines usines dans la localité ;
- ✓ Renforcer la collaboration entre les autorités et les OSC ;
- ✓ Le recours à nos valeurs sociétales pour promouvoir la bonne gouvernance
- ✓ la promotion de la recherche

- ✓ La nécessité d'impliquer les populations dans la réalisation des projets locaux de développement
- ✓ La promotion de l'industrialisation accompagnée d'une éducation ou sensibilisation et d'une meilleure gestion des déchets industriels afin d'éviter leur impact négatif sur les populations et l'environnement
- ✓ L'avènement d'un type nouveau de citoyen pour booster le développement

III. Conclusion

Cette conférence a permis de rassembler dans une salle pleine les élus locaux et nationaux (conseillers municipaux et députés), des responsables de partis politiques, des responsables d'OSC, les responsables des services déconcentrés de l'Etat, et des citoyens engagés pour la démocratie. Il a aussi mobilisé une bonne partie de la presse nationale qui assurée une couverture médiatique assez importante de l'activité. Presque tous les quotidiens, les radios et les télévisions ont couvert cette conférence.

En outre la qualité des débats, l'esprit d'ouverture des intervenants et surtout l'intérêt manifeste pour un réel développement local et des progrès démocratiques ont contribué à faire de la conférence de Bobo, une grande réussite.